

La notion de crime contre l'humanité

Le but est de comprendre les éléments du crime contre l'humanité. Il y a de ressemblances avec les crimes de guerre.

Objectif de la leçon : connaître et comprendre la notion de crime contre l'humanité. Connaître la spécificité de ses caractéristiques.

1. Origine de la notion de crime contre l'humanité assez largement liée à celle de crime de guerre.

- **L'origine non juridique du crime contre l'humanité** : On considère l'idée du franchissement d'un degré supérieur avec le crime contre l'humanité mais mal appréhendé au départ. Il est plus grave que le crime de guerre.

Les notions d'humanité ou de lois de l'humanité ont souvent été utilisées dans les textes à vocation internationale. Qui remonte à la *Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868 sur les projectiles explosifs de moins de 400 grammes* s'y réfère lorsqu'elle prend en considération le développement de la science (progrès technologique).

Ils ont compris que **l'emploi de pareilles armes** serait, dès lors, **contraire aux lois de l'humanité**.

V. dans le dernier § : *les parties contractantes ou accédantes se réservent de s'entendre ultérieurement toutes les fois qu'une proposition précise serait formulée en vue des perfectionnements à venir, que la science pourrait apporter dans l'armement des troupes, afin de maintenir les principes qu'elles ont posés et de concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité.*

Mais il n'y avait pas d'obligation juridique attachée à cette référence.

- **L'humanité en tant que concept juridique** a été pour la première fois utilisée dans la fameuse **clause de Martens en 1899**. Le délégué russe qui était chargé de faire tout ça est Frédéric de Martens, dès le départ, il y a l'idée de protéger la population civile. Martens va imaginer une convention de protection de civiles en conflit armé, mais à l'époque le projet est rejeté. Donc, il va imposer en chaque convention la clause Martens qui va devenir une clause coutumière.
 - (préambule du règlement annexé à la 2^e convention de 1899 sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, 8^{ème} alinéa) : *En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.*
 - Il a en fait donné naissance à un droit coutumier, où l'Etat doit respecter des limites quant à la population civile. C'est considéré comme crime parce qu'il y a la violation de ce principe de base, même sans avoir de convention que constitue comme un crime contre l'humanité (à l'époque c'était une idée, car les crimes contre l'humanité n'existaient pas). Elle va donner lieu

à une implication, particulière, des crimes qui sont commis : des crimes commis dans l'empire Ottoman à l'encontre des arméniens en 1915

- Idée d'atteinte à l'humanité avait déjà été mentionnée dans les tentatives de promotion de la répression des crimes internationaux avant la première guerre mondiale puis dans l'entre deux guerres mais sans véritable conséquence directe.
 - Ce fût tout d'abord le cas dans le cadre de la répression des crimes commis dans l'empire Ottoman à l'encontre des arméniens en 1915
(Voir la Déclaration conjointe de la France, de l'Angleterre et de la Russie du 28 mai 1915 qui prévoit qu'*au regard de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les gouvernements alliés annoncent publiquement au « Sublime Porte » qu'ils tiendront personnellement responsables pour ces crimes tous les membres du gouvernement Ottoman et ceux de leurs agents qui sont impliqués dans ces massacres*) Rem. : **C'est la première fois qu'une déclaration diplomatique juridique parle des crimes contre l'humanité.**
La notion de crime contre l'humanité avait été employée par le représentant russe puis délaissée pour celle de « crimes contre la christianité et la civilisation ». La notion retenue constitue un compromis car la notion de « crime contre la christianité » avait été jugée trop blessante à l'égard de la population musulmane. V. également l'article 230 du Traité de Sèvres du 10 août 1920, Malheureusement, c'était un échec.
 - Première tentative de insérer le crimes contre l'humanité : Ce fût ensuite le cas lors de l'adoption du **traité de Versailles où la notion de crime contre les lois de l'humanité** fût envisagée par la Commission spéciale mise en place après la 1^{ère} Guerre mondiale dans le but de préparer la conférence du Traité de Versailles. Toutefois, cette notion fût critiquée par les représentants des États-Unis qui estimèrent que la notion était trop incertaine, vague et contingente et que celle de crime de guerre devait lui être préférée. (V. rapport présenté à la conférence préliminaire par la Commissions sur la responsabilité des auteurs de la guerre et sur la mise en œuvre des sanctions »)
 - **Situation actuelle :** Ces sont les actes de barbarie commis par les Nazis durant la seconde guerre mondiale permirent de franchir une dimension supplémentaire avec l'idée que certains crimes commis durant le conflit dépassaient le seuil et la finalité de la guerre et que le ciblage systématique de certains groupes était inacceptable. Les Nazis commencèrent par leur propre population en retenant des critères variables (malades mentaux, juifs, communistes, tziganes, intellectuels...) avant de s'attaquer à celle des pays qu'ils occupèrent ou avec lesquels ils avaient des liens. LES CRIMES CONTRE L'HUMANITE CES SONT DE : **CRIMES SYSTEMATIQUES** prenant la forme de persécutions pour des motifs politiques ou raciaux n'étaient cependant pas prohibés en tant que tels, (idée de répétition, les crimes systématiques n'entraînent pas nécessairement à la mort immédiate) même lorsqu'ils **ETAIENT COMMIS CONTRE DES POPULATIONS CIVILES** des territoires

occupés. En 1945, il fût donc décidé d'inclure formellement ce type de comportement dans une incrimination spécifique de crime contre l'humanité, déjà inclus dans divers textes mais sans véritable définition. Ce fût l'objet de la Charte Nuremberg à l'article 6 (c) (Le Statut de Nuremberg : a créé une nouvelle incrimination : a l'époque le crime de guerre et le crime de paix ils savent qui c'était, mais le crime contre l'humanité non) qui dispose :

▪ **CARACTERISTIQUES : Identifiant du crime contre l'humanité :**

- 1) A l'époque, ces crimes étaient commis pour des motifs politiques ou raciaux. La définition de Nuremberg est une définition rencontrée en Europe à la 2ème. guerre mondiale.
- 2) Ces sont de crimes commis contre la population civile : il s'agit d'une acte systématique commis contre une population civile.
-
- Article 6

Le Tribunal établi par l'Accord mentionné à l'article 1er ci-dessus pour le jugement et le châtement des grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe sera compétent pour juger et punir toutes personnes qui, agissant pour le compte des pays européens de l'Axe, auront commis, individuellement ou à titre de membres d'organisations, l'un quelconque des crimes suivants.

Les actes suivants, ou l'un quelconque d'entre eux, sont des crimes soumis à la juridiction du Tribunal et entraînent une responsabilité individuelle :

...

(c) ' **Les Crimes contre l'Humanité** ': c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain (éléments matérielles du crime) commis contre toutes populations civiles (permettre d'éclater la définition de population civile, un groupe ciblé et particulier), avant ou pendant la guerre. *EXEMPLE : les nazis ont exterminés les personnes handicapées mentales avant le début de la guerre. Pourtant, on n'a pas pu poursuivre les responsables pour le massacre de personnes handicapées mentales parce que c'étaient des crimes commis avant 1945 et ces crimes ne faisaient pas parties de la compétence du Tribunal de Nuremberg, même si ces actes pouvaient être considérés comme un crime contre l'humanité commis par les allemands contre sa propre population),* ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux (daté de la 2ème. guerre mondiale. Aujourd'hui ça peut être pour n'importe quel motif. Le génocide était intégré dans cette notion de crime contre l'humanité), lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitués ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime.

A l'époque il avait certains nombres de crimes qui ne pouvaient pas être jugés dans le droit interne. Ce pour ça qu'il y a eu le tribunal de Nuremberg. Compétence du tribunal seulement en temps de guerre.

- Cette définition fût reprise telle quelle dans l'article 5 C du Statut du Tribunal militaire de Tokyo et sera améliorée dans la loi n° 10 du Conseil de contrôle des alliés (Allemagne). **L'intérêt de cette définition c'est qu'elle va séparer le crime contre l'humanité et le crime de guerre.**
- Cette définition du crime contre l'humanité comportait toutefois certaines limites (par rapport à laquelle on a aujourd'hui) liées à la connexité que la définition de crime contre l'humanité comportait avec celle de crime contre de guerre ou contre la paix : les premiers devaient être commis en lien avec les seconds, ce qui revenait à exiger un lien entre d'une part, le crime contre l'humanité et la notion de conflit armé et d'autre part, le crime contre l'humanité et une atteinte aux intérêts des autres États (Schwelb, 1946). Certains comportements échapperont à cette qualification pour faute de liens. Ceci apparaît aujourd'hui saugrenu au regard de l'idée de ce qu'est un crime contre l'humanité, mais le lien avec l'idée d'agression ou de crime de guerre devait être fait. Quelles que soient les critiques formulées, la reconnaissance du crime contre l'humanité par le TMI fût la première incrimination qui sortait du strict champ de l'agression et des comportements dans le conflit :
- **3 points méritent d'être mentionnés : Article 6 du statut de Nuremberg**

- **La notion de crime contre l'humanité il faut créer de textes internationaux qui protègent certains droits : Cette incrimination constitue la reconnaissance internationale de ce que seront les Droits de l'Homme plus tard.** En poursuivant ces crimes, le TMI reconnaissait qu'il existait des droits attribués à l'individu qui transcendait l'État et méritait une protection supranationale.
- **Cette incrimination est également la reconnaissance de la limitation de l'omnipotence de l'État et de ses dérives en** matière de définition des infractions, c'est-à-dire, lors même que ses crimes ne figurent pas dans le code allemand. Ces crimes contre l'humanité vont affirmer la théorie de l'ordre réussi, chacun sera responsables, deuxièmement elle va permettre de poursuivre le militaires, a lors même qu'ils ont confirmé qui n'ont pas commis les crimes, remonter la responsabilité sur lesquelles que n'ont jamais touchait quelqu'un. . En poursuivant ceux qui avaient commis de tels crimes au nom de l'État et de ceux qui avaient agi au nom d'une doctrine politique reconnu par l'État, le TMI a démontré qu'il existait une obligation de choix qui appartenait à chaque individu et devait le démarquer de cette obligation d'obéir lorsque les actes revêtaient un caractère criminel.
- **En créant un crime contre l'humanité vous faite créer une infraction.** 3 éléments : légal, matérielle, morale. Dans les crimes contre l'humanité les comportements étaient déjà illégaux et violaient déjà le droit international. L'article 6 formalise une infraction qui existe déjà, mais qui n'avait pas de infraction ni de sanction : le tribunal de Nuremberg a reconnu sa compétence et a écarté l'exception de compétence argue par les allemands. Il fallait faire quelque chose.
- **Cette incrimination est nouvelle au regard du droit international.** L'idée fût avancée que la notion de crime contre l'humanité n'était que la reconnaissance d'une règle naissante du droit international qui ne s'était pas encore cristallisée. Il est toujours facile de trouver des explications postérieurement à la commission d'un acte. Sans être dénuée complètement de fondement, elle a mis dans l'embarras le TMI qui a parfois dû éluder quelque peu la question au regard des arguments avancés par certains accusés et leurs avocats. L'idée qu'il s'agissait d'une violation de la règle *nullum crimen sine lege* n'est pas complètement infondée mais il est également vrai que le lien entre le crime contre l'humanité et les autres crimes permettait d'établir un lien de connexité qui rendait le crime punissable. Toutefois, la reconnaissance d'un crime contre l'humanité seul, sans lien avec un autre crime fût également reconnue et il apparaît que l'explication au regard du principe *nullum crimen sine lege* était beaucoup plus difficile. Il faut donc convenir que la position du tribunal, sa gêne et les motifs avancés révélaient la reconnaissance d'une infraction nouvelle
- Le crime contre l'humanité fût progressivement reconnu après Nuremberg. Tout d'abord dans divers textes de droit interne et de droit transnational (Loi n° 10 du Conseil de contrôle des alliés, article II(1)(c) qui disjoint crime contre l'humanité et crime de guerre), législations nationales canadienne, française...), l'AG des NU

, Résolution du 11 décembre 1946 sur l'adoption des principes de la Charte de Nuremberg, puis différents traités, comme la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide, un crime encore plus grave.

- Au total, le crime contre l'humanité devint un crime qui se révéla graduellement mais qui prit son véritable visage et sa propre signification progressivement, article 6C de la Convention de Nuremberg.

2. Les composantes de la notion de crime contre l'humanité

- **Caractéristiques générales :**

1. Les crimes contre l'humanité sont des crimes qualifiés de particulièrement odieux en ce qu'il constituent une **atteinte grave à la dignité humaine ou une humiliation grave ou une dégradation portée à la personne humaine ou à un groupe d'être humains, on vise la personne et le groupe qui elle appartient. Le CH atteinte contre l'être humain. Tous les juges pénales du monde peut poursuivre ce type de crime.**
2. A la différence du crime de guerre, les crimes contre l'humanité ne sont pas des **crimes sporadiques ou isolés mais constituent soit le résultat d'une idée de politique d'État ou de la politique d'un groupe dirigeant de faite**, soit un ensemble de **pratiques étendues et systématiques d'atrocités tolérées**, soit perpétré et commandées ou acceptées par un gouvernement ou une autorité de fait. Les crimes contre l'humanité sont une succession de crimes similaires qui font partie d'une chaîne ou d'un flux de comportement criminels identiques qui constituent la manifestation d'une politique ou d'un plan établi ou soutenu par les autorités ou par les dirigeants officiels d'une groupe de fait, ou d'une organisation politique (implicite ou explicite). Le crime contre humanité fait partie d'un plan ou d'une action concerté et une planification qui permet de dire que cette attaque contre l'individu est pensée. La concertation et la planification du crime est pensé bien en avant de la mise en œuvre du crime.
3. **Les crimes contre l'humanité sont aujourd'hui punissables indépendamment de l'époque de leur commission en temps de conflit armé ou en temps de paix.** Au départ ces crimes étaient liés à l'existence d'un conflit armé. Tel n'était pas le cas en 1945. Aujourd'hui, le droit international coutumier ainsi que les textes n'exigent plus ce lien avec le conflit armé.
4. **Les victimes des crimes contre l'humanité sont soit des civils (principalement de civiles), soit en cas de conflit armés, les personnes protégées (personnes autres que les combattants) ou plus exactement celles ne participant directement aux hostilités.**

- **CARACTERISQUES SPECIFIQUES :**

- La notion de crime contre l'humanité comporte un lien direct de connexité avec la notion de **protection internationale des droits de l'homme** et le **droit international humanitaire**. Ces branches du droit international ne sont pas

gouvernées par la notion de réciprocité et traduisent les préoccupations et valeurs de la communauté internationale, indépendamment des personnes visées, de leur nationalité, race, sexe...

- NOVAUTE : La notion de crime contre l'humanité se caractérise également par la **nature systématique des crimes** commis. Parce qu'on pour longtemps on a considéré que devait avoir des effets de masse de nombre de morts, des actes répétitives et que perdure : maintenant, il est systématique et extrêmement court. Ou, répéter chaque événement et que se répète dans le temps, ce n'est plus massive toute suite, mais dans le temps. Aujourd'hui on parle de systématiser ou généraliser. Il s'agit là d'un élément caractéristique qui figure parmi les éléments objectifs des crimes contre l'humanité. Les crimes contre l'humanité ne sont pas limités à des événements sporadiques ou isolés mais font partie d'un ensemble de violations qui s'inscrivent dans une politique générale menée ou soutenue par les autorités publiques. Plusieurs décisions des juridictions militaires des alliés après la 2^{ème} GM ou des Cours nationales ont permis de mieux cerner ce caractère systématique. Il ressort de ces décisions que l'auteur n'a pas nécessairement à agir en détenant un mandat mais qu'il suffit que l'acte criminel se rattache à la politique générale d'*attaque systématique* pour que le crime puisse être qualifié de crime contre l'humanité :

- i. Cour de Cassation spéciale néerlandaise, jugement du 11 avril 1949, **ALBRECHT**, *Annual Digest 1949*, 396-398 (en anglais) : affaire du commandant de compagnie SS accusé d'avoir tué un néerlandais et d'avoir fait subir des mauvais traitements (tortures) à cinq autres personnes (qualification de crimes de guerre et non de crimes contre l'humanité en raison du manque de lien des faits avec la politique générale menée par le gouvernement NAZI – insuffisance du lien touchant au caractère systématique) : il devait être accusé de crime de guerre ou de crime contre l'humanité. La cour a dit qu'il devait être accusé comme crime de guerre parce qu'il n'avait pas de liens entre sa position de commandant et la politique d'Etat, il n'avait de politique systématique.
- ii. Cour suprême de Pays Bas décision du 13 janvier 1981, **MENTEN**, 75 *International Law Reports*, pp. 361-367. (confirmation de la décision ALBRECHT vingt ans plus tard)
- iii. Cour suprême dans la zone occupée par la Grande Bretagne en Allemagne, décision du 16 novembre 1948, **J. & R.**, *Entscheidungen*, I, 167-171. (affaire de la dénonciation par des citoyens allemands d'autres citoyens allemands pour avoir écouté une radio étrangère (anglaise) revirement des décisions d'acquittement prononcées en première instance et en appel en raison du lien des comportements avec le régime NAZI= CH ou CG ? en appel la cour suprême de la zone occupé par la G. Bretagne a opéré un changement de la jurisprudence a dit que la dénonciation par d'autres citoyens allemands, liens suffisantes pour qu'on puisse parler de CH.
- iv. Cour d'Assises de Hambourg, décision du 29 avril 1950 **HARLAN VEIT (affaire du film Jud Süss)**, non publié, cité par A. Cassese, *International Criminal Law*, OUP, 2003, p.66. (Accusation de crime contre l'humanité contre un réalisateur de film ayant tourné

une production dénonçant les juifs a la fin des années comme responsables de tous les maux de la terre. Accusation de complicité confirmée en raison du lien avec la violence et l'arbitraire du régime nazi. Ce lien était connu du réalisateur et devait être interprété comme une manifestation de soutien à la politique niant le droit à l'existence d'une personne et à la reconnaissance des liens dans la sphère sociale. Il y a dit que ne prenait pas partie, donc il ne pouvait pas être accusé comme CH. A partir du moment que le réalisateur a pris la responsabilité de faire un tel film, ce n'était pas de publicité, la cour a considéré qu'il avait un crime CH. Acte isolé. v. Cour de district de Tel Aviv, Israël, jugement du 4 janvier 1950, *ENIGSTER*, 18 ILR 1951, 542. (ressortissant israélien ayant travaillé comme gardien dans les camps d'extermination nazis qui persécuta ses (futurs) concitoyens – dissociation du lien national avec celui de la commission d'un crime contre l'humanité. Pourrait-on l'accuser de CH ? C'est un crime CH.

Interprétation souple des attaques systématiques.

Le CH permet d'embrasser des actes de barbarie, différemment du génocide.

3. Les acteurs du crime contre l'humanité : auteurs et victimes potentiels

○ *Les auteurs des crimes contre l'humanité*

- A l'origine (et dans de nombreux cas encore) les auteurs des crimes contre l'humanité devaient automatiquement être des agents de l'État ou de la puissance publique, c'est-à-dire agissant au titre de leurs fonctions officielles. Ceci visait principalement les commandants, les supérieurs hiérarchiques, les membres de forces armées ou de sécurité. Dans 95% de cas, ça se fait comme ça. Ça peut être un lien de fait. C'est une solution battue par la jurisprudence qui a considéré que tous au titre de leurs fonctions officielles, dans la capacité privée. Le simple fait de réclamer de la politique d'État peut suffire pour considérer comme auteur de CH. **Exemple : affaire WELLER.**
- Cette exigence a été battue en brèche par la jurisprudence. Désormais, un crime contre l'humanité peut être commis par une personne privée. Dans un tel cas, l'acte criminel lui-même doit être approuvé ou pour le moins corroboré par un organe officiel ou gouvernemental.
- Cette question en a développé une autre concernant les personnes exerçant des fonctions officielles mais commettant des crimes en agissant au titre de leurs capacités privées. Ce cas de figure implique normalement que l'action entreprise à titre privé soit reprise ou pour le moins acceptée par les autorités. Elle impose que l'action coïncide pleinement avec une telle politique de destruction systématique. Cette question fût évoquée dans six affaires après la 2^{ème} GM (toutes tournant autour des mêmes faits)

concernant les mauvais traitements verbaux (insultes) et physiques (coups donnés avec un fouet en cuir) à des personnes juives à Mönchengladbach (à côté de Düsseldorf au début de l'année 1940). Ces traitements n'avaient pas apparemment été motivés par des motifs racistes et n'avaient pas été approuvés par l'autorité supérieure. Ils avaient même apparemment fait l'objet d'une mesure de réprimande symbolique par l'autorité à l'époque des faits. La Cour suprême dans la zone occupée par les britanniques devait cependant – à l'opposé de la décision prise par les juridictions de première instance et d'appel – considérer que cette action était assimilable à un crime contre l'humanité en raison de l'atteinte portée à la dignité humaine des personnes visées en relation avec le système nazi. La Cour insista également sur le fait que cette qualification pouvait être corroborée par le fait que l'amende qui avait été infligée à l'accusé Weller était dérisoire... (v. Cour suprême de la zone occupée par la GB en Allemagne, décision du 10 octobre 1949, *WELLER*, cité in ICTY, *KUPRESKIC*, §555)

○ *Les victimes des crimes contre l'humanité*

- Deux catégories de victimes de crimes contre l'humanité sont classiquement identifiées (article 6(c) TMI Nuremberg) :
 - Les crimes contre l'humanité induisant le meurtre ou la disparition physique immédiate de la personne
 - Les crimes contre l'humanité induisant la persécution : dans le but de long terme d'exterminer la personne

○ **Les crimes contre l'humanité induisant le meurtre – article 6c :**

- Ils peuvent être commis contre n'importe quelle population civile d'un pays ennemi comme de votre propre population : cette formulation dans l'article 6(c) concernait différents aspects :
 - Il s'agissait des populations civiles des pays qui étaient non seulement des pays ennemis de l'Allemagne nazie mais également des populations civiles des pays alliés à l'Allemagne nazie et dont les populations eurent à souffrir de tels crimes.
 - **INNOVATION** : Il s'agissait ensuite d'inclure dans les populations civiles, toutes les personnes autres que les combattants réguliers des pays ennemis mais également des pays alliés (mouvements de résistance)
- Cette interprétation originale donna naissance toutefois à une interprétation extensive par les tribunaux d'après guerre. La notion de population civile fût étendue à des cas de violence contre des militaires ou des personnes relevant des forces armées. (v. en ce sens par ex. Cour suprême dans la zone occupée par la GB en Allemagne, décision du 18 octobre 1949 *H.* (affaire du président de la Cour martiale Navale ayant ²condamné à mort deux officiers de la *Kriegsmarine* pour avoir critiqué Hitler pour l'un et lui-même a falsifié des documents d'identité pour lui et son épouse, pour l'autre). Quant il a fait ça, il n'était plus militaires, donc ça passé de crimes de guerres a crimes CH. V. égal. Cour de Cassation 20

décembre 1985 **BARBIE**, JCP 1985.II.20655. (Dans l'affaire Barbie, la Cour de Cassation française a admis que les crimes contre l'humanité impliquant le meurtre de la victime et pouvaient être commis contre toute personne qui faisant partie d'un groupe opposant à l'auteur de l'acte (plus exactement, l'arrêt parle d'une politique de suprématie idéologique se manifestant à travers des actes inhumains et de persécution commis de manière systématique).ça permet de poursuivre des actes de barbaries faits contre les résistants. LES CRIMES DE GUERRE ET D'HUMANITE SONT IMPRESCRIPTIBLES.

- Cette compréhension de la notion a été renforcée dans les affaires portées devant le Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie. V. les affaires :
 - **MRKSIC (Art. 61 RPP)**
 - Trial Chamber **KUPRESKIC**
 - Trial Chamber **KUNARAC**
 - La question du lien national fût posée à propos de l'extermination. L'idée d'une compétence liée à la nationalité semble avoir été retenue dans quelques cas après guerre mais semble aujourd'hui dépassée.
- Les crimes contre l'humanité induisant des persécutions
 - Pour les persécutions, les victimes peuvent depuis l'origine être soit **des civils, soit des membres des forces armées opposantes et de ses propres forces armées. Vous renforcer la nature du crime de guerre en le faisant un crime contre l'humanité.**
 - Cette extension se comprend étant donné l'absence de protection spéciale des membres des forces armées contre les persécutions par le droit des conflits armés.
 - Il faut noter que cette extension concerne les membres des forces armées de l'adversaire mais également de ses propres forces armées
 - Ces questions ont été examinées et débattues dans les affaires précitées **PILZ, BARBIE, TOUVIER** (crime contre humanité contre ses propres concitoyens)
 - L'extension progressive de la catégorie des victimes :
 - La disparition du lien de connexité entre le conflit armé et le crime contre l'humanité favorise cette extension
 - Le droit international coutumier se positionne dans la logique de cette extension qui se trouve confirmée en Droit International Humanitaire et Droit International de Droit de l'Homme. La notion de crime contre humanité doit dépasser la notion de que pour avoir un crime contre humanité il faut avoir de guerre.
- L'extension constitue surtout une volonté de réaction contre l'atteinte à la dignité de la personne dans un contexte de violation systématique et généralisée.

